



A LA UNE – UNE NOUVELLE DÉFINITION POUR LE COMMERCE ÉQUITABLE



La notion de commerce équitable fut consacrée par la loi dite « Dutreil 2 » du 2 août 2005 qui l'a limitée au commerce entre les pays développés et en voie de développement. Restreinte, cette notion a été élargie par la loi du 31 juillet 2014 sur l'économie sociale et solidaire et plus particulièrement par son décret d'application du 17 septembre 2015 (applicable depuis le 1^{er} octobre). Désormais, la notion inclut le commerce avec les pays en voie de développement ou développés. En d'autres termes, la notion de commerce équitable s'étend aussi bien au commerce « nord-sud » que « nord-nord », un élargissement intéressant du point de vue des acheteurs qui peuvent dès lors diversifier leurs partenaires commerciaux. De plus, ce décret permet une précision juridique de la notion de « désavantage économique des travailleurs » qui doit résulter du fait de leur précarité, de leur rémunération et de leur qualification (article 94 de la loi du 31 juillet 2014). Autant de critères légaux que les organismes de certification se devront de respecter lors de la délivrance des différents labels qui, malgré des chartes collectives respectives et distinctes, ont dorénavant un socle commun plus large et juridiquement mieux défini.



URBANISME – L'ANNONCE DE L'ACTE II DE LA LOI MONTAGNE POUR 2016

Au lendemain de ses trente ans, la loi dite Montagne du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne fait toujours parler d'elle. Lors du Conseil national de la montagne organisé à Chamonix le 25 septembre, Manuel Valls a annoncé la volonté de réformer la loi Montagne sur la base du rapport intitulé « Acte II de la loi Montagne ». Ce dernier a été réalisé par deux députées (A. GENEVARD et B. LACLAIS) et remis officiellement le 3 septembre 2015.

Selon le Premier Ministre, l'objectif est d'adopter un nouveau texte à l'échéance de 2016. Cette déclaration était fortement attendue par de nombreux élus de montagne qui réclament une évolution de législation depuis plusieurs années. En effet, bien que n'étant pas obsolète, il est impératif de réformer la loi Montagne. Comme l'a signalé Manuel Valls, il est nécessaire de mettre en place une nouvelle logique de gestion de la montagne. Il ne convient plus seulement de compenser les handicaps propres à ce milieu, mais plutôt de valoriser ses spécificités. Dans ce cadre, la feuille de route du Gouvernement prévoit, notamment, d'améliorer les institutions, d'aménager de manière durable, de renforcer la gestion intégrée des risques naturels dans les zones de montagne. Reste à espérer que le Gouvernement tiendra son engagement et qu'il ne s'agit pas seulement d'une volonté liée à l'approche de la COP 21.



SANTÉ – LES EFFETS DES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS SUR LA FERTILITÉ

La Fédération Internationale de Gynécologie et d'Obstétrique met aujourd'hui en avant la responsabilité de certains polluants, tels que les pesticides et les solvants, dans les troubles de la fertilité. Cette alerte soutenue par plusieurs ONG, dont Health et Environnement Alliance, met aussi en cause ces produits dans plusieurs maladies émergentes: diabète de type 2, obésité...La réglementation actuelle ne reconnaît toujours pas certaines substances, dites "perturbateurs endocriniens", susceptibles d'interférer avec le système hormonal lors d'expositions pourtant inférieures aux seuils réglementaires. Leurs effets in utero ou sur les nourrissons ont aussi des répercussions sur la fertilité ultérieure des individus, alors qu'un rapport montre qu'en France, environ 15% des couples en âge de procréer consultent pour infertilité. Il n'existe aujourd'hui pas de définition réglementaire stricte de ces perturbateurs endocriniens, alors qu'une dizaine de pesticides catégorisés comme tels sont actuellement examinés par la Commission Européenne afin d'être autorisés ou ré autorisés sur les marchés européens.

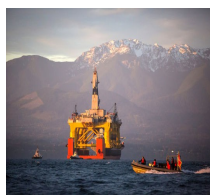


TRANSPORT – L'INDEMNITÉ KILOMÉTRIQUE VÉLO FIXÉE À 25 CENTIMES D'EUROS PAR KILOMÈTRE

La Ministre de l'écologie Ségolène Royal a annoncé que l'indemnité kilométrique vélo, mise en place par la loi sur la transition énergétique et entrée en vigueur le 1er juillet 2015 (article L3261-3-1 du Code du travail) serait fixée à 25 centimes par kilomètre mais que la mise en place de cette mesure resterait facultative. Il est prévu que l'entreprise qui paye cette indemnité soit exonérée de cotisations sociales et que le salarié qui la perçoit ne paye pas d'impôt sur celle-ci. Selon le secrétaire d'Etat aux transports Alain Vidalies, le décret d'application devrait être publié avant la fin de l'automne et indiquera le plafond éventuel de l'indemnité, sa périodicité ainsi que son caractère rétroactif ou non.



CLIMAT – LA DÉFAITE DE SHELL DANS LE FORAGE EN ARCTIQUE



L'Arctique constitue une importante réserve pétrolière (jusqu'à 15 milliards de barils selon les géologues de l'administration américaine). Mais cette zone se caractérise également par une fragilité liée à son rôle central dans l'équilibre climatique global. Elle fait donc l'objet d'une forte attention de la part des organisations de défense de l'environnement. Au mois de juillet, Barack Obama avait donné son accord aux forages de Shell. Bien que satisfaisante, l'annonce faite par

Shell n'est pas synonyme de victoire en matière d'environnement. Tout d'abord, l'arrêt des forages par la compagnie résulte uniquement d'une insuffisance de pétrole et de gaz au sein du puits. Ensuite, le groupe ENI souhaite, à son tour, s'engager dans le forage de cette région.



TRANSPORT

CJUE – 9ème chambre – 17 septembre 2015- affaire C-257/14

En cas d'annulation d'un vol, le transporteur aérien est tenu, en vertu du droit de l'Union Européenne (Règlement CE n°261/2004 du 11 février 2014 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol), de fournir une prise en charge aux passagers concernés ainsi qu'une indemnisation. Il n'est cependant pas tenu de verser cette indemnisation s'il est en mesure de prouver que l'annulation est due à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises.

En l'espèce, un problème technique survenu inopinément, qui n'est pas imputable à un entretien défectueux et qui n'a pas été décelé lors d'un entretien régulier ne relève pas de la notion de « circonstances extraordinaires » et ne saurait exempter le transporteur de son obligation d'indemnisation.

La Cour rappelle que les obligations acquittées en vertu du droit européen ne sont sans préjudice pour ledit transporteur de demander réparation à toute personne ayant causé le retard.

ENVIRONNEMENT

Conseil Constitutionnel – 17 septembre 2015 – décision n°2015-480 QPC

Saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité par l'association Plastics Europe réunissant les producteurs de matières plastiques européens, le Conseil Constitutionnel a déclaré partiellement inconstitutionnel l'article 1^{er} de la loi n°2010-729 du 30 juin 2010 tendant à suspendre la commercialisation de tout conditionnement comportant du bisphénol A et destiné à recevoir des produits alimentaires au regard de la liberté d'entreprendre.

Selon les 9 Sages, si la suspension de l'importation et de la mise sur le marché national du bisphénol A est conforme à la Constitution, l'interdiction de la fabrication et de l'exportation porte quant à elle atteinte au principe de liberté d'entreprendre.

Par conséquent, les termes « fabrication » et « exportation » sont supprimés de l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 2010.



QUALITÉ – LA NORME ISO 14 001 VERSION 2015 : UN PAS EN AVANT VERS LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT



Une version 2015 de la norme ISO 14 001 a été publiée par l'organisation internationale de normalisation (ISO) suite à d'importantes réflexions internationales englobant 88 pays dont la France via l'AFNOR.

La dernière mise à jour datant de 2004, une réactualisation de cette norme a été jugée nécessaire eu égard aux nouvelles réglementations environnementales préconisant aux entreprises d'être toujours plus attentives à l'impact de leur activité sur l'environnement.

Tout d'abord, la norme ISO 14001 pose au sein de ses nouvelles exigences que la préservation de l'environnement soit intégrée dans la planification stratégique des entreprises.

Ensuite, la norme incite désormais l'organisme certifié à analyser les impacts environnementaux de son activité au long du cycle de vie des produits ou des services qu'elle réalise à partir de six critères : l'origine des matières, la production, la réalisation, le transport, l'utilisation et la fin de vie.

Enfin la version 2015 de la norme préconise que les résultats soient mesurables et démontrent une réelle avancée vers les objectifs pris par l'entreprise certifiée.

Cette nouvelle version tend à compenser le « manque d'ambition » reproché à la version précédente en faisant évoluer la démarche d'amélioration continue (PCDA) vers l'amélioration de la performance environnementale.

Les 300 000 entreprises certifiées dans le monde disposent d'un délai de 3 ans pour mettre à jour leur système de management environnemental.



POLLUTION

– DE POSSIBLES ACTIONS DE PRÉVENTION SAISONNIERES AFIN DE LIMITER LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Suite à un rapport sur la gestion des épisodes de pollution, la Ministre de l'écologie Ségolène Royal a annoncé, le 30 septembre, de nouvelles mesures pour lutter contre la pollution de l'air, et notamment contre les pics de pollution.

Outre la limitation de la circulation des véhicules automobiles, la ministre souhaite mettre en œuvre des actions dans différents secteurs, tels que l'agriculture et l'industrie, qui sont à l'origine de la pollution atmosphérique. Le rapport préconise " la création de mesures saisonnières, nationales ou régionales, selon l'émission traitée qui viendraient, en s'insérant entre les mesures de fond et les mesures temporaires activées en cas de pics de pollution, compléter utilement les leviers dont disposent les pouvoirs publics". Ségolène Royal a ainsi prévu une table ronde avec les exploitants agricoles cet automne pour chercher des solutions viables pour ces derniers.

Dans le secteur résidentiel, le rapport met en cause l'utilisation du chauffage au bois et incite les citoyens à s'équiper d'appareils performants, notamment grâce à la mise en place d'une aide pour les particuliers dans les zones polluées pouvant aller jusqu'à 1000 euros.

– SCANDALE VOLKSWAGEN : UNE ONG FRANCAISE PORTE PLAINTE

Suite à la révélation des manœuvres utilisées par la société allemande pour camoufler les performances et le niveau d'émission de ses véhicules, l'ONG Ecologie sans frontière (ESF) a déposé le 30 septembre une plainte contre X auprès du procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de Paris pour « mise en danger d'autrui » et « tromperie aggravée ».

En effet, alors que Volkswagen France a annoncé que plus d'un million de véhicules de ce type ont été vendus dans l'hexagone, Ecologie sans frontière affirme qu'en dotant ses véhicules diesel de logiciels permettant de masquer le non-respect des normes relatives aux émissions polluantes, la société Volkswagen a volontairement trompé les acquéreurs. De plus en mettant sur le marché ces véhicules qui émettent en réalité 40 fois plus de particules que le seuil autorisé, le constructeur a également exposé les populations à un « risque immédiat de mort ou de graves maladies ».

Ce n'est pas la première fois que l'association de protection de l'environnement dénonce la pollution de l'air d'origine automobile puisqu'elle avait déjà porté plainte contre X pour « mise en danger d'autrui » au mois de mars 2015.